

L'année 2005 se termine sur une note plutôt positive. Les indicateurs d'activité, orientés pour une fois dans le même sens, montrent en effet que **l'économie départementale a bénéficié d'une assez bonne dynamique** entre octobre et décembre. Cela était d'ailleurs perceptible dans l'enquête de conjoncture réalisée en janvier.

Les **chiffres d'affaires**, un peu déprimés durant l'été, **se sont nettement relevés** au 4^e trimestre. C'est toutefois insuffisant pour faire de 2005 un bon exercice puisque, déduction faite de la hausse des prix, leur montant cumulé est plus faible que celui de 2004. Le constat est similaire pour les **exportations**. Malgré une reprise durant l'automne, le **total annuel s'avère inférieur** au précédent.

Sont également témoins d'une amélioration au dernier trimestre le **repli du chômage partiel**, la **hausse des investissements** et **celle de la construction de logements**. Les perspectives en la matière sont de surcroît intéressantes puisque les autorisations délivrées pour l'habitat collectif sont beaucoup plus nombreuses qu'auparavant.

La **fièvre entrepreneuriale**, loin de se calmer, **a gagné quelques degrés supplémentaires**, tant chez les ressortissants de la Chambre de Commerce et d'Industrie que dans l'artisanat. A priori, le Loir-et-Cher n'a pas connu autant de créations d'entreprises depuis très longtemps. Le tissu économique départemental se régénère et se densifie

donc. Corollaire incontournable cependant, le nombre des défaillances s'accroît lui aussi, mais sur un rythme moins soutenu.

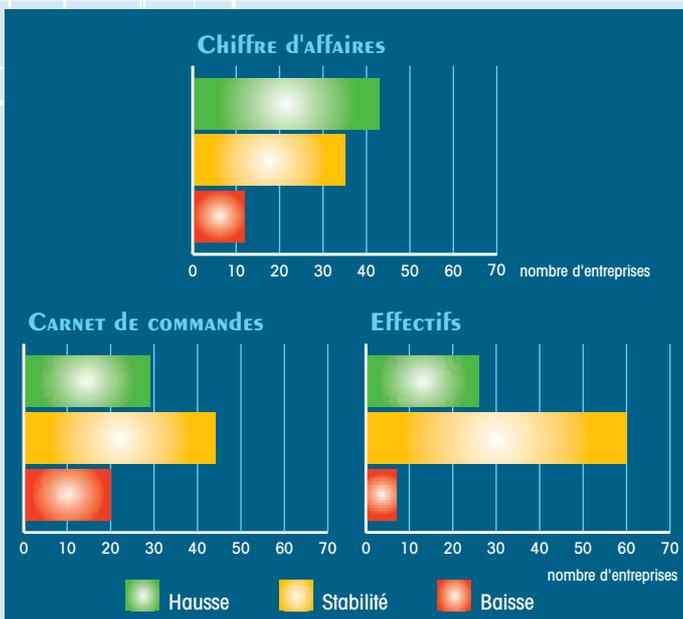
Le marché du travail connaît en Loir-et-Cher une embellie surprenante. **Les offres d'emploi collectées par l'ANPE ne cessent de s'étoffer**, en particulier celles concernant des postes durables, **de même que le nombre des déclarations d'embauche**. Le recours à l'intérim est plus appuyé qu'au 4^e trimestre 2004 ; il demeure cependant éloigné des niveaux atteints au début de la décennie. Le **nombre des demandeurs d'emploi s'est réduit de près de 9 %** sur l'année, évolution la plus favorable de la région. **Le taux de chômage a reculé en conséquence**. Il a notamment perdu plus d'un point sur l'année dans la zone d'emploi de Romorantin.

En revanche, la précarité s'étend. Le **nombre de bénéficiaires du RMI s'accroît**, malgré la baisse du chômage et en matière de surendettement, la hausse est plus forte en Loir-et-Cher que dans la région ou le pays.

L'enquête de conjoncture effectuée en janvier 2006 avait permis d'anticiper sur ces résultats. Celle de mars montre que **la tendance positive s'est poursuivie**, accompagnée qui plus est d'une **augmentation des effectifs** dans près de la moitié des grands établissements. Le **retour de la confiance** devrait d'ailleurs conduire une très grande majorité de ces derniers à investir prochainement.

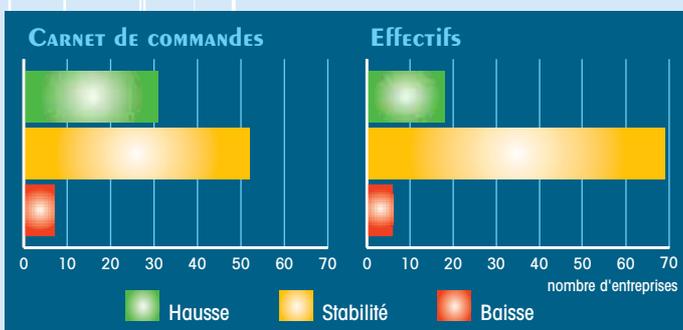
L'OPTIMISME RENAÎT

ÉVOLUTION AU COURS DES 3 DERNIERS MOIS

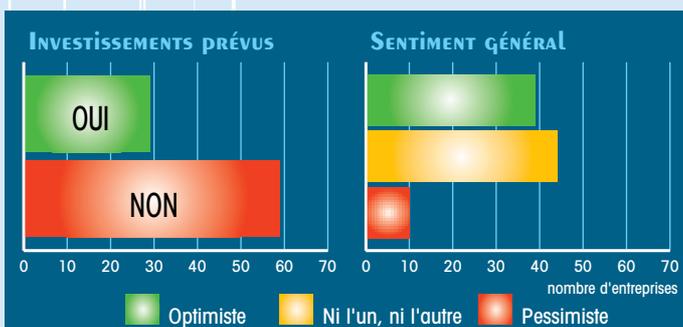


source Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher

PRÉVISIONS À COURT TERME



source Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher



source Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher

Cette enquête a été réalisée par l'Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher du 14 mars au 3 avril 2006. Elle couvre 94 entreprises de plus de 10 salariés appartenant aux secteurs de l'industrie, de la construction et des services aux entreprises (y compris les transports).

UNE ACTIVITÉ NETTEMENT PLUS

SOUTENUE

L'amélioration de l'activité perçue au dernier trimestre s'est apparemment poursuivie, voire renforcée, au début de l'année 2006, selon les résultats de l'enquête de conjoncture réalisée fin mars.

Les chiffres d'affaires sont plus élevés qu'au 1^{er} trimestre 2005 pour près d'un établissement sur 2, proportion qui n'avait plus été atteinte depuis 5 ans. Les plus grandes unités bénéficient davantage de cette embellie (7 sur 10); on ne remarque en revanche aucune divergence notable entre secteurs d'activité. Simultanément, des évolutions négatives ne sont signalées globalement que par 1 dirigeant sur 10, deux fois plus toutefois dans les services. Ce résultat est nettement plus favorable que précédemment. Dans les petits établissements, c'est la stabilité qui prédomine.

Les carnets de commande se sont étoffés dans plus de 3 cas sur 10, en particulier dans l'industrie et les établissements de plus de 50 salariés. La part de ceux pour lesquels ils se sont contractés reste la même que celle de l'enquête précédente: 2 sur 10. Ils sont très majoritairement stables dans la construction. La part des dirigeants jugeant la charge de travail insuffisante faiblit quelque peu, mais ils sont toujours 1 sur 4, voire 1 sur 3 dans l'industrie. Ils sont néanmoins un peu plus nombreux aujourd'hui, tous secteurs confondus, à les considérer élevés; dans la construction, le niveau d'activité est au plus haut pour 4 responsables sur 10.

Les anticipations apparaissent résolument optimistes pour les mois qui viennent. Plus d'un dirigeant sur 3 table sur une nouvelle augmentation des commandes, près de 6 sur 10 à une stabilité.

On est un peu plus mesuré dans les services où un ralentissement de l'activité pourrait survenir dans plus d'un établissement sur 10. À noter que dans la construction, ce cas n'est envisagé par aucun responsable.

Comme à l'habitude, les effectifs sont restés stables dans la très grande majorité des établissements (2 sur 3), les écarts entre secteurs apparaissant minimes. On observe en revanche une grande différence selon la taille: des hausses sont constatées dans près d'un grand établissement sur 2, la moyenne s'établissant à un peu moins de 3 sur 10. Les besoins de main d'œuvre supplémentaire ont été plus pressants dans les services. Les cas de contraction se font en conséquence plus rares qu'auparavant (moins d'1 sur 10). Les anticipations demeurent très nettement favorables pour les prochains mois.

L'horizon s'éclaircit. En atteste la part des optimistes qui s'est nettement accrue pour atteindre plus de 4 sur 10, davantage encore parmi les responsables des établissements de grande taille. Les rangs des pessimistes ont encore perdu quelques fractions (1 sur 10). Ceux qui ne se prononcent pas sont toujours les plus nombreux, mais là aussi on constate un reflux. La confiance revenant, on se remet à investir. Ce devrait être le cas globalement dans 1 entreprise sur 3, mais surtout dans 7 grandes unités sur 10.

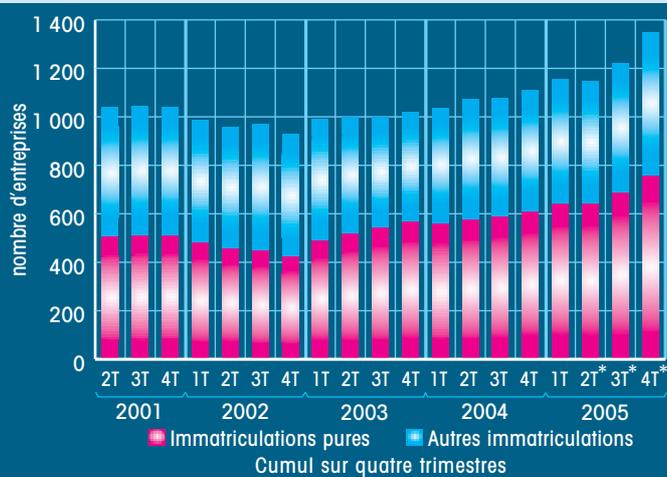
LA CRÉATION D'ENTREPRISES AU PLUS HAUT

Un **nouveau record** a été battu en matière de créations d'entreprises. La Chambre de Commerce et d'Industrie a en effet enregistré **209 immatriculations pures** ❶ au cours du 4^e trimestre (données provisoires). Le **total annuel s'élève pour 2005 à 757 créations**, soit 150 de plus (+ 25 %) qu'en 2004, au cours de laquelle la progression était déjà importante. À l'exception des transports, dont le nombre de nouvelles entreprises est moins étoffé que l'année dernière, toutes les branches bénéficient de cette dynamique, dans des proportions voisines. La hausse la plus forte est à porter au crédit des services aux entreprises (+ 50 %). Grâce à un très bon dernier trimestre qui a plus que compensé le léger fléchissement de l'été, la construction a franchi un nouveau palier avec 115 créations en 2005.

Les **défaillances d'entreprises** ❷ sont également en augmentation. Les données très provisoires pour ce 4^e trimestre sont plus élevées que le résultat définitif du dernier trimestre 2004. Le rythme d'évolution semble néanmoins demeurer inférieur à celui des créations. Pour les douze derniers mois pour lesquels les mouvements sont définitifs (mars 2004 à mars 2005), le **solde entre créations et disparitions est positif de 163 unités**.

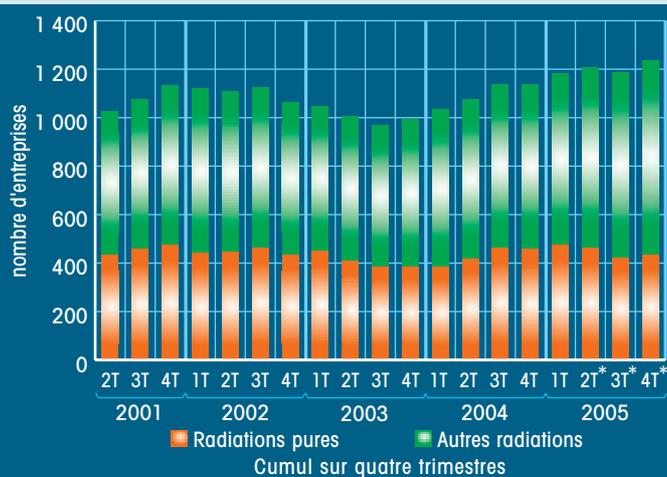
Depuis trois trimestres, le nombre des **immatriculations d'entreprises artisanales** ❸ est quasiment identique (164 entre octobre et décembre) et se situe à un niveau largement supérieur à celui de 2004. Les **radiations**, toujours plus nombreuses en fin d'année (régularisations), ont atteint un **volume particulièrement important** au cours de ce trimestre (157, contre 120 à l'automne 2004). **L'exercice 2005** enregistre néanmoins une **évolution très positive**. Le nombre des immatriculations a explosé (680, soit 51 % de plus qu'en 2004). Les radiations ont également augmenté, mais nettement moins rapidement (498, + 14 %), ce qui laisse au total un **solde** probablement inégalé depuis des décennies **de 182 entreprises**. Le mérite en revient en quasi totalité au dynamisme du bâtiment (+ 153 unités); l'ensemble services, réparation, transports y contribue à hauteur de 26 unités. Les mouvements sont beaucoup moins nombreux dans les branches industrielles, mais conduisent le plus souvent à une légère augmentation du stock. En revanche, l'alimentation perd encore un peu de substance, malgré des immatriculations en hausse.

❶ CRÉATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher
* données provisoires

❷ RADIATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



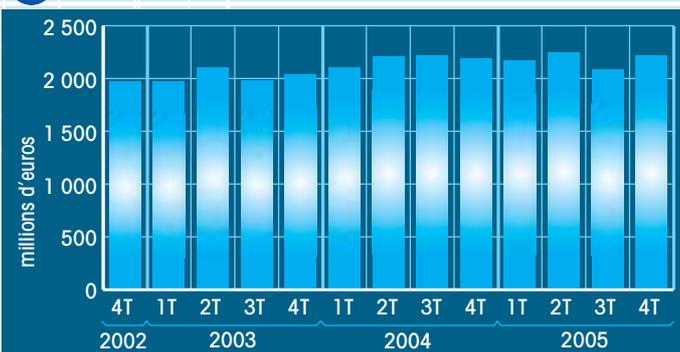
source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher
* données provisoires

❸ MOUVEMENTS DES ENTREPRISES ARTISANALES



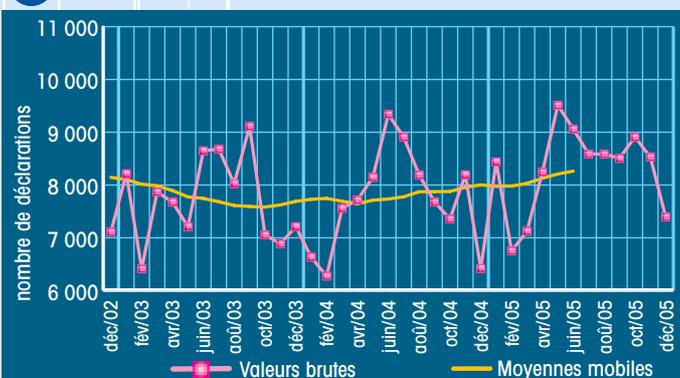
source Chambre de Métiers de Loir-et-Cher - Répertoire des Métiers

1 Chiffres d'affaires des entreprises



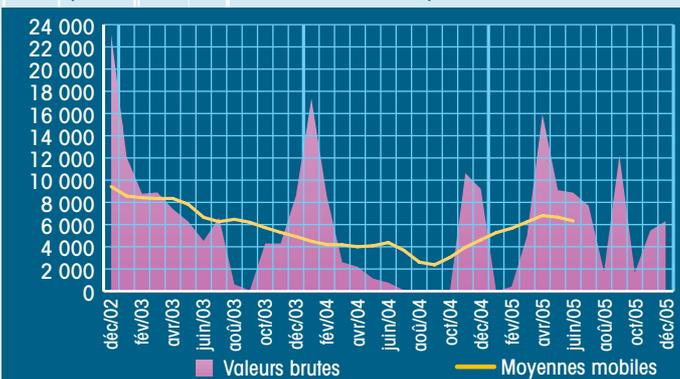
source Direction des services fiscaux : à partir du 1^{er} janvier 2002, chiffre d'affaires des entreprises au régime réel normal (EM, ET, ES, EB, EO, AM), y compris régimes mini réel (RM, RT, RS) et simplifié agricole (AET), y compris les entreprises installées en Loir-et-Cher mais relevant de la Direction des grandes entreprises.

2 RECOURS AU TRAVAIL TEMPORAIRE



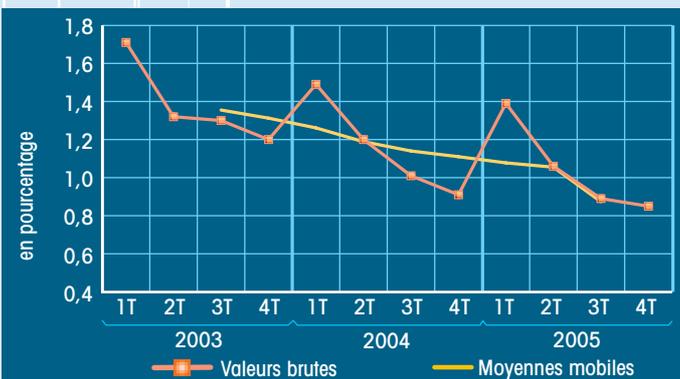
source : URSSAF (Services statistiques régionaux) - Déclarations préalables à l'embauche. Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres : toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

3 CHÔMAGE PARTIEL (NOMBRE D'HEURES INDEMNISABLES)



source DDTEFP

4 TAUX DE RESTE À RECOURIR DES COTISATIONS URSSAF



source URSSAF - Services statistiques régionaux

L'ACTIVITÉ REPREND DU TONUS EN FIN D'ANNÉE

Le dernier trimestre a été marqué par un certain rebond de l'activité en Loir-et-Cher, après le tassement estival. Les **chiffres d'affaires des entreprises** ① du département sont en hausse de **6,2 %** en 3 mois, à 2214 M€. Ce total est légèrement plus élevé que celui de l'automne 2004 (+ 1,3 %). **L'année 2005** apparaît cependant marquée par une stagnation, voire un fléchissement de l'activité. En effet, l'évolution par rapport à 2004 n'est que de 0,1 %, alors que l'inflation a atteint + 1,8 %.

Le **recours au travail temporaire** ② s'est contracté pour le deuxième trimestre consécutif. Entre octobre et décembre, l'URSSAF a en effet reçu **24 837 demandes préalables** à l'embauche au titre de l'intérim, soit **3,3 % de moins qu'en été**. Comme précédemment, ce résultat est néanmoins toujours supérieur à celui de la même période de l'année précédente (+ 13,1 %). C'est donc logiquement que **pour l'ensemble de l'exercice 2005**, on constate une **augmentation**, non négligeable, de **7,8 %** avec un total de 99 650 déclarations.

Le **recours au chômage partiel** ③ a poursuivi sa décrue, amorcée en été. Au cours du trimestre, les autorisations ont porté sur **13 448 heures**¹, soit 38 % de moins en trois mois. Le recul est presque aussi fort par rapport à l'automne 2004. Le bilan annuel demeure toutefois négatif avec une hausse de 41 %.

Évoluant toujours de façon très désordonnée, la **masse salariale**, mesurée à travers le montant des cotisations appelées ④ par l'URSSAF², a **diminué de 3,7 %** au dernier trimestre. Elle est toutefois supérieure de 4 % au total de l'automne 2004. La **part des cotisations restant dues à l'échéance** termine l'année à l'un de ses plus faibles niveaux ; elle s'établit à 0,85 %, contre 0,91 % au 31 décembre 2004, ce qui traduit globalement de moindres difficultés de trésorerie.

UN CERTAIN REBOND DU COMMERCE EXTÉRIEUR DÉPARTEMENTAL

Le commerce extérieur du Loir-et-Cher a repris quelques couleurs en fin d'année, confirmant les mouvements de yo-yo déjà pointés précédemment. Les **exportations** ⑤ départementales **croissent de 4 %**, à 345,5 M€. Ce montant reste néanmoins légèrement inférieur au résultat du dernier trimestre 2004. Le secteur des machines et équipements s'est bien repris et les produits chimiques,

(1) Tous les établissements n'étant pas à 35 heures, les journées de travail n'ont pas la même longueur. Il est donc préférable de raisonner en terme d'heures.

(2) À partir du 1^{er} trimestre 2003, l'Urssaf de Loir-et-Cher a recalculé le montant des cotisations liquidées et des restes à recouvrer en tenant compte du versement des cotisations du département quel que soit le lieu où elles sont encaissées. Les champs étant différents, les chiffres ne sont pas comparables à ceux de l'ancienne série.

pharmaceutiques et cosmétiques progressent toujours. En revanche, l'augmentation enregistrée ces trois derniers mois pour ceux de l'industrie automobile est insuffisante pour rattraper le terrain perdu auparavant. Au total les entreprises du Loir-et-Cher ont **moins exporté cette année qu'en 2004** (-7,4 %) avec un montant global de 1,345 milliard d'euros. Cette évolution tranche avec l'augmentation constatée en région Centre : + 3,7 %.

Les **importations** sont en **forte hausse** entre octobre et décembre. Leur montant s'établit à 321,8 M€, soit **12,3 % de plus qu'en été**. Comme pour les exportations, elles se situent pourtant en dessous du résultat de l'automne 2004 (- 2,1 %). Pour **l'ensemble de l'année 2005**, on constate une **légère progression** (+ 1,9 %) avec un montant total de 1,19 milliard (Centre : + 0,8 %). Les achats du Loir-et-Cher à l'étranger se sont nettement réduits pour les produits de l'industrie automobile et les machines et appareils électriques (- 15 %), les matières plastiques, la métallurgie, les machines et équipements (- 10 à 11 %). Du côté des augmentations, on note surtout les produits chimiques, pharmaceutiques et cosmétiques, le travail des métaux (+ 15 %), ainsi que ceux de l'industrie alimentaire (+ 17 %).

Le **solde des échanges commerciaux** des entreprises du Loir-et-Cher s'est contracté au 4^e trimestre à 23,7 M€, presque moitié moins qu'en été. Le **taux de couverture**³ s'établit ainsi à 107 % (114 % pour le Centre) et à 113 % pour l'ensemble de l'année 2005 (115 % pour le Centre).

DU MIEUX POUR LES INVESTISSEMENTS, MAIS PAS POUR LES LOCAUX D'ACTIVITÉS

Le montant des **investissements** **des entreprises** a atteint au 4^e trimestre 73,1 M€ selon les informations fournies par les Services Fiscaux. C'est le deuxième **meilleur résultat sur les quatre dernières années**. Pour **l'ensemble de 2005**, on constate cependant une quasi-stabilité par rapport à 2004 (- 0,7 %).

Comme depuis le début de l'année, le volume des **nouvelles surfaces destinées aux activités** **se situe à un niveau moyen** avec **55 329 m²** mis en chantier au cours de l'automne. Le **cumul annuel fait ressortir au final un recul assez important** en 2005, la superficie totale n'atteignant que **211 116 m²**, soit **7,9 % de moins qu'en 2004**. Ce médiocre résultat semble propre au département, puisque pour l'ensemble de la région les surfaces ont augmenté de 8,4 %. Au **recul de l'industrie** (- 21 %) s'est en effet ajouté un **ralentissement** dans la construction de **bâtiments dédiés à la logistique** (- 16 %). On relève à l'opposé un **fort rebond pour les bâtiments agricoles et les bureaux**, ainsi qu'une **envolée des surfaces commerciales** (deux fois plus qu'en 2004). Les autorisations délivrées ne laissent pas espérer de reprise à court terme pour les activités en perte de vitesse ; elles apparaissent même de nouveau en retrait.

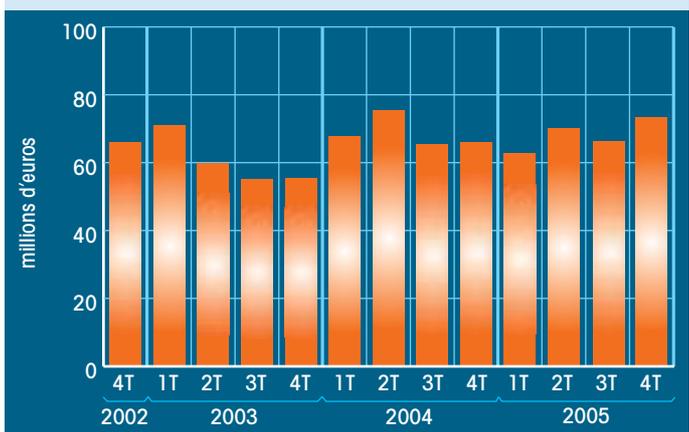
(3) Le taux de couverture est le rapport entre les exportations et les importations en valeur.

5 COMMERCE EXTÉRIEUR DE PRODUITS INDUSTRIELS



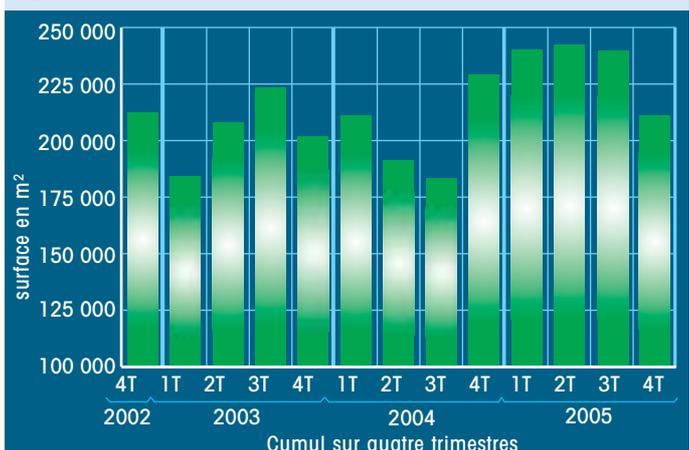
source Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects - Centre

6 INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES



source Direction des services fiscaux. Nouvelle série à partir du 1^{er} janvier 2002. Le montant des investissements est reconstitué à partir de la TVA déductible sur immobilisations inscrites au bilan et concerne les entreprises qui déclarent selon le régime réel normal. Les investissements sont issus des déclarations déposées au cours des trimestres indiqués.

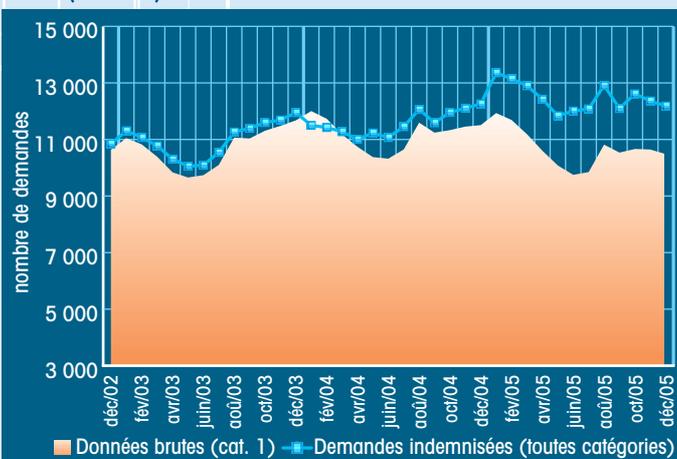
7 LOCAUX D'ACTIVITÉS (CONSTRUCTIONS COMMENCÉES*)



source DRE - fichier Sitadel

* Cumul glissant sur quatre trimestres.

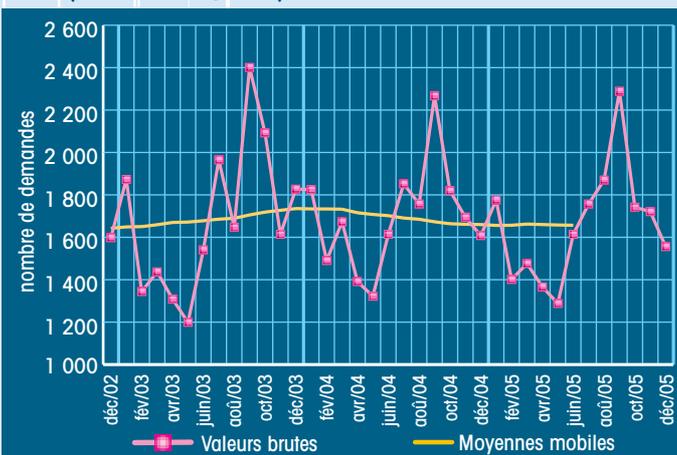
1 DEMANDES D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DEFM)



sources DRTEFP - ASSEDEC

Demandes d'Emploi en Fin de Mois de catégorie 1 (demandeurs à la recherche d'un emploi à plein temps et immédiatement disponibles).

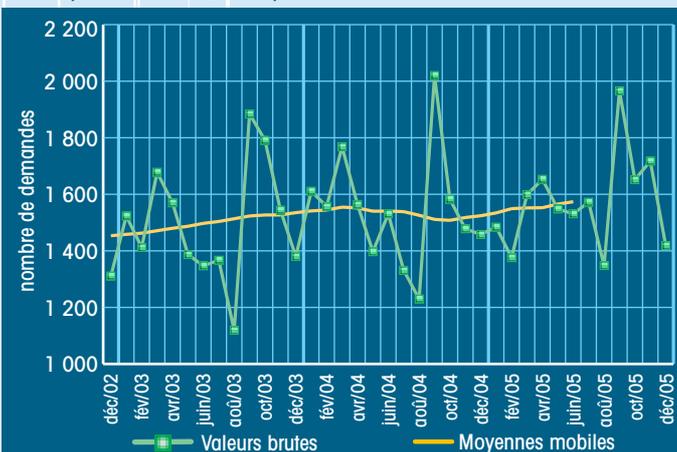
2 DEMANDES D'EMPLOI ENREGISTRÉES (TOUTES CATÉGORIES)



source DRTEFP

Demandes d'emploi enregistrées: représentent le nombre de personnes qui s'inscrivent à l'ANPE chaque mois pour différents motifs (fin de contrat, première entrée, licenciement économique, etc.). Cette statistique mesure également un flux.

3 DEMANDES D'EMPLOI SORTIES (TOUTES CATÉGORIES)



source DRTEFP

Demandes d'emploi sorties: représentent le nombre de personnes (alors inscrites à l'ANPE) qui sortent des listes de cette agence chaque mois pour différents motifs (reprise d'emploi, entrée en stage, arrêt de la recherche, etc.). Il s'agit d'une statistique de flux.

LE CHÔMAGE A TRÈS NETTEMENT REÇULÉ EN 2005

Le rythme de décélération du chômage ne s'est pas réduit entre octobre et décembre, bien au contraire. En données corrigées des variations saisonnières, le **chômage a en effet diminué de 4,1 % en trois mois**, autant que dans le Centre (France - 5 %). Au 31 décembre, le Loir-et-Cher compte **10 483 demandeurs d'emploi** ① de catégorie 1 en données brutes. **Durant l'année 2005, on enregistre ainsi un recul de 8,9 %, meilleur résultat de la région** (moyenne: - 4,7 %), au sein de laquelle le Loiret connaît une évolution faiblement négative (- 1,3 %). À l'échelon national, le chômage a diminué de 5,2 %.

Les écarts constatés au 3^e trimestre entre les trois zones d'emploi du Loir-et-Cher se sont accentués en fin d'année: **repli très fort dans le Romorantinais (- 16,5 %), bien marqué également en Vendômois (- 11 %), moins dans le Blaisois (- 4,7 %).**

Le chômage masculin continue de décroître plus vite que celui des femmes: - 11,3 % contre - 6,2 %. Le décalage est plus important dans le Romorantinais (7 points) que dans les deux autres zones d'emploi (entre 3 et 4 points). **Les effectifs des jeunes chômeurs décroissent un peu moins vite que les autres: - 4,5 % sur l'année, contre - 11,2 % pour les 25-49 ans.** Le **chômage de longue durée connaît une amélioration spectaculaire: - 11,3 %**, plus forte baisse de la région. Ce mouvement ne s'est toutefois pas encore étendu aux demandeurs inscrits depuis trois ans ou plus, dont les effectifs augmentent toujours un peu (+ 3,3 %). **Plus aucune catégorie socio-professionnelle ne demeure en dehors de l'évolution favorable.** Le repli le plus timide touche les employés (autour de 5 % tout de même), alors que le plus élevé concerne les ouvriers très qualifiés et les techniciens/agents de maîtrise (entre 17 % et 19 %).

Le nombre des nouvelles inscriptions ② **au chômage est habituellement plus réduit en automne qu'en été.** La contraction est accentuée cette année puisque **l'ANPE en a enregistré 5 019 entre octobre et décembre, soit 2 % de moins qu'au 4^e trimestre 2004.** Notons qu'elles ont à l'inverse augmenté légèrement dans la région (+ 0,9 %). Le **cumul annuel** fait ressortir au final une **baisse de 2,3 %** pour le département, deux fois plus élevée que dans le Centre et la France. Il y a eu en particulier beaucoup moins d'inscriptions consécutives à un licenciement économique (- 29 %); celles liées à une fin de CDD sont également en net repli (- 10 %). A contrario, les jeunes entrant dans la vie active ont été beaucoup plus nombreux (+ 20 % en un an), ainsi que les personnes désirant reprendre une activité. Cette dernière évolution est en général le signe d'un retour de confiance dans les perspectives d'emploi.

Les flux de sortie de l'ANPE **7** se sont un peu tassés sur les trois derniers mois (4 788), mais demeurent plus fournis qu'à l'automne 2004 (+ 6 %). Dans le Centre, l'augmentation est deux fois plus importante. L'année 2005 se solde par une très légère hausse du nombre de sorties (+ 1,8 %), qui ne peut expliquer à elle seule la baisse du chômage. L'analyse des différents motifs est plutôt porteuse d'espoir. Les reprises d'emploi et les absences au contrôle, qui correspondent également le plus souvent à une reprise non signalée, sont en croissance de 6,3 %. Les radiations administratives apparaissent du même ordre qu'en 2004 (- 0,3 %), alors que les entrées en stage diminuent fortement (- 13 %). Le marché du travail semble donc avoir suivi une dynamique propre, sans lien direct apparent avec l'évolution de l'emploi.

Le taux de chômage **4** du Loir-et-Cher termine l'année 2005 à **8,2 %** (chiffre provisoire), en recul de **0,5 point** en douze mois. L'écart est stable ou presque avec les taux de la région (8,4 %) et du pays (9,5 %) qui ont diminué en parallèle. Le reflux s'est poursuivi dans chacune des zones d'emploi du département et en particulier dans celle de Romorantin où le taux est revenu à 8,7 % en fin d'année; il a ainsi perdu 1,2 point en 2005. Dans le Vendômois, la baisse est de 0,6 point sur l'année (7,4 % au 31 décembre). L'évolution est en revanche très limitée dans le bassin de Blois (- 0,1 point), avec un taux de 8,3 %.

UNE RECHERCHE DE PERSONNEL TOUJOURS TRÈS ACTIVE

Après un premier semestre assez timide, les offres **7** collectées par l'ANPE ont opéré un redressement spectaculaire, confirmé en fin d'année. Entre octobre et décembre, l'ANPE en a collecté **2 640**, soit **20 % de plus** qu'à l'automne 2004. De surcroît, ce sont les **offres d'emplois durables qui ont progressé le plus** (+ 38 %). Elles représentent 56 % du total ce trimestre, alors que leur poids n'est que de 41 % pour l'ensemble de la région. **En 2005, elles augmentent en conséquence de façon sensible** (+ 14,6 %), le total des offres croissant de 5,2 % (Centre et France: + 12 %).

On remarque que le nombre d'offres pour des postes de travail de très courte durée a sévèrement chuté en Loir-et-Cher (- 34 %), tandis qu'il s'est stabilisé en France et s'est fortement accru dans le Centre.

Les **déclarations préalables à l'embauche** **6** ont également maintenu leur dynamique. Entre octobre et décembre, l'URSSAF de Loir-et-Cher en a comptabilisé 12 266 (hors travail intérimaire et agriculture), ce qui en fait le **meilleur total pour un 4^e trimestre** sur les dix dernières années. Elles dépassent de 12 % le résultat de l'automne 2004. Le **total cumulé en 2005 ressort ainsi en hausse de 9,4 %**. Trois grands secteurs d'activités se sont mis en évidence: les **services à la population** (+ 17 %), le **BTP** (+ 12,5 %), mais aussi, plus surprenant, **l'industrie** (+ 12 %). En revanche, le commerce de détail a suivi une tendance négative (- 6,5 %).

4 TAUX DE CHÔMAGE (NOUVELLE SÉRIE CORRIGÉE)



source DRTEFP

5 OFFRES D'EMPLOI ENREGISTRÉES



source ANPE

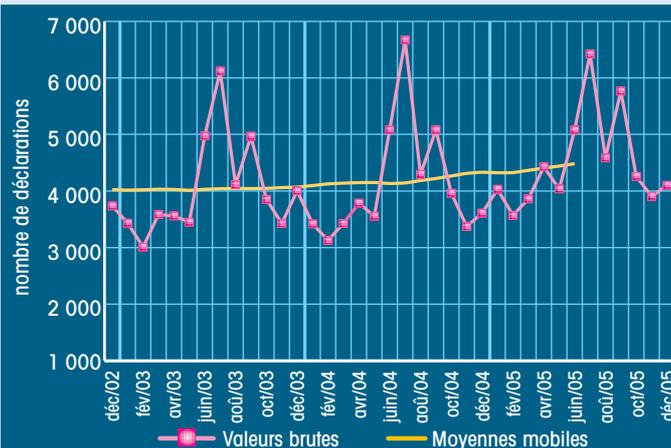
Définition des différentes catégories:

Type A - emplois durables (CDI, CDD de 13 mois et plus et CDD de 7 à 12 mois)

Type B - emplois temporaires (CDD de 1 à 6 mois, travail intérimaire de 1 mois et plus)

Type C - emplois occasionnels (CDD ou travail intérimaire de moins de 1 mois)

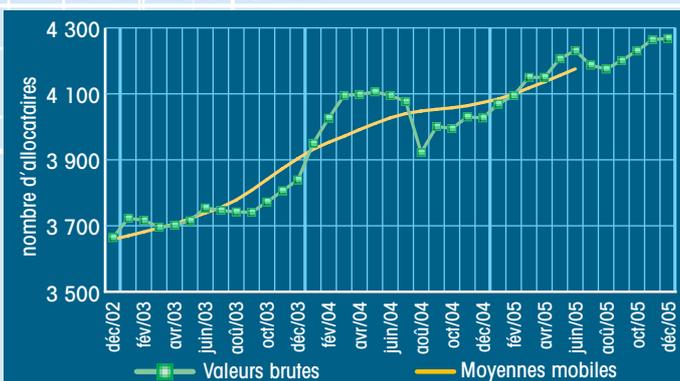
6 DÉCLARATIONS PRÉALABLES À L'EMBAUCHE (HORS TRAVAIL TEMPORAIRE ET AGRICULTURE)



source URSSAF (Services statistiques régionaux)

Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres: toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

1 REVENU MINIMUM D'INSERTION EN LOIR-ET-CHER



sources CAF et MSA

2 DOSSIERS DE SURENDETTEMENT DÉPOSÉS



source secrétariat de la Commission de surendettement

3 LOGEMENTS COMMENCÉS EN LOIR-ET-CHER (CUMUL GLISSANT SUR 4 TRIMESTRES*)



source DRE - Sitadel

(*) Il s'agit du cumul sur les 4 derniers trimestres effectué à un moment donné.

4 ÉVOLUTION DU MARCHÉ IMMOBILIER DANS L'ANCIEN (MONTANT DES TRANSACTIONS)



source Direction des services fiscaux - Base reconstituée d'après le montant des taxes relatives aux droits de mutations à titre onéreux.

LES INDICATEURS DE PRÉCARITÉ SONT MAL ORIENTÉS

Malgré l'amélioration du marché de l'emploi, le **nombre des bénéficiaires du RMI** 1 peine à diminuer. Il a même augmenté de nouveau au cours de l'automne, alors que la tendance observée au trimestre précédent laissait espérer un reflux. Au 31 décembre, **4 268 personnes** sont présentes dans le dispositif en Loir-et-Cher, soit **1,6 % de plus en trois mois**. Sur l'ensemble de l'année 2005, l'accroissement atteint **6 %**.

Après la trêve estivale, le **surendettement est reparti à la hausse** : **225 dossiers** 2 ont été enregistrés par les services de la commission durant ce 4^e trimestre, soit **26,4 % de plus** qu'entre juillet et septembre. Les évolutions restent beaucoup plus accentuées dans le département, à la hausse comme à la baisse, puisque le Centre (+ 12,7 %) et la France (+ 10,5 %) ont subi des augmentations moins prononcées. **Le bilan de l'exercice 2005 apparaît au final légèrement défavorable en Loir-et-Cher (+ 1,4 %)**, alors que dans les territoires de référence, le nombre de dossiers a régressé, en particulier dans la région (- 7,2 %).

BIEN QU'EN RETRAIT PAR RAPPORT À 2004, LA DEMANDE DE NOUVEAUX LOGEMENTS RESTE TRÈS SOUTENUE

Comme le laissaient supposer les autorisations, **les mises en chantier de nouveaux logements** 3 sont reparties à la hausse : **420** au 4^e trimestre, contre 382 pendant l'été. Ce résultat demeure néanmoins assez éloigné des records enregistrés en 2004. Le constat effectué précédemment d'une atonie de la construction de logements collectifs reste valable, tandis que la réalisation de logements individuels remonte. **En 2005, 1 825 nouveaux logements** ont été commencés, soit près de 15 % de moins qu'en 2004. Il s'agit pourtant du **deuxième meilleur total** des 15 dernières années. De surcroît, les marges de manœuvre demeurent importantes. En effet, les permis de construire ont été beaucoup plus nombreux dans l'habitat collectif au 2^e semestre, sans donner lieu pour l'instant à un début de concrétisation.

Le **marché de l'immobilier ancien** 4 poursuit sa progression. Le **montant des transactions a battu son record** du trimestre précédent avec un total de 183 M€, soit **+ 7,9 % en trois mois** et 17,4 % de plus qu'à l'automne 2004. L'évolution des deux derniers trimestres est d'ailleurs à l'origine de **l'augmentation de 15 % constatée en 2005**.

Réalisé avec le concours financier du Conseil général.

Directeur de la publication : Alain Quillout - Tirage : 600 exemplaires - Conception/réalisation : Observatoire - Impression Alleaume - Dépôt légal à parution - ISSN N° 1278-6950

